NOVANCIA
BUSINESS SCHOOL PARIS

ANNALES 2012

BACHELOR

DIPLÔME VISÉ BAC+3

Concours d'admission parallèle en 3ème année

une école de la
CCI PARIS ILE-DE-FRANCE

Le concours d'admission en 3ème année

L'organisation des épreuves est assurée par le service des Admissions et Concours de Novancia Business School.

Les épreuves écrites (*phase d'admissibilité*) :

- **ETUDE DU DOSSIER DU CANDIDAT** (COEFFICIENT 3) : bulletins de notes, CV, lettre de motivation
- **NOTE DE SYNTHESE A CARACTERE ECONOMIQUE** (DUREE 2 h 30 – COEFFICIENT 3) : le travail demandé porte sur un sujet d'ordre suffisamment général pour que tous les étudiants, quelle que soit leur formation puisse le traiter sans préparation, et sans connaissance particulière. Il fait appel aux qualités d'analyse, de raisonnement et de synthèse du candidat.
- **TOEIC** (DUREE 2 h 30 – COEFFICIENT 3) : le score obtenu à l'épreuve du TOEIC sera éliminatoire : les candidats qui n'auront pas obtenu un score minimum de 600 au TOEIC (Test Of English for International Communication TM) ne seront pas admissibles.
- **LANGUE VIVANTE 2** (DUREE 1 h 00 – COEFFICIENT 1, seuls les points au-dessus de la moyenne sont comptabilisés) : l'épreuve se compose d'un QCM et d'un essai. L'essai doit permettre au candidat de s'exprimer librement sur un sujet d'actualité qui ne demande pas de connaissance linguistique spécifique.

Les épreuves orales (*phase d'admission*) :

- **ENTRETIEN INDIVIDUEL** (DUREE 30 MIN – COEFFICIENT 6) : cette épreuve comprend deux phases : dans la première phase, le candidat dresse le bilan de son expérience antérieure (scolaire, universitaire et/ou professionnelle). La deuxième phase est constituée d'un échange avec le jury afin d'évaluer les aptitudes et les motivations du candidat par rapport aux carrières commerciales.
- **ANGLAIS** (DUREE 15 MIN + PREPARATION 15 MIN – COEFFICIENT 3) : cette épreuve est constituée d'un commentaire de texte et d'une discussion entre l'examinateur et le candidat.

Valérie BAJDA
Responsable Admissions/Concours

CONCOURS 2012 – SESSION DE MAI

SOMMAIRE

NOTE DE SYNTHESE

Instructions .....
Liste des documents.....
Etude de dossier.....

TOEIC.....

LANGUES VIVANTES 2

Instructions .....
Espagnol .....
Allemand .....
Italien .....

NOTE DE SYNTHESE

Durée 2h30 – Coefficient 3

INSTRUCTIONS :

1. Notez sur votre (vos) copie(s) :
a- votre **numéro de candidat** figurant sur votre convocation,
b- la session (date du concours),
c- l'intitulé de l'épreuve.

2. La présentation, la lisibilité, l'orthographe et la qualité de la rédaction entreront pour une part importante dans l'appréciation des copies.

SUJET : Sujet : en vous appuyant sur les documents du dossier, vous présenterez une réflexion qui répondra à la question suivante : « pourquoi la mise en œuvre d'une régulation de la sphère financière est-elle si difficile ? »

METHODE :

Il s'agira d'un plan détaillé de dissertation

CONSIGNES :

1. Vous rédigerez une introduction d'environ 250 mots (+ ou – 10 %) dans laquelle vous n'oublierez pas d'annoncer votre plan.

2. Pour chaque partie de votre dissertation, vous donnerez :
- un titre,
- le titre des éventuelles sous-parties,
- une phrase ou deux résumant le contenu de la partie (ou de la sous-partie) et les documents auxquels vous vous référez pour justifier votre point de vue.

3. Vous rédigerez une brève conclusion d'environ 100 mots (+ ou – 10 %).

LISTE DES DOCUMENTS

Document 1 : La Croix, « Repères. La chronologie », 19 décembre 2011.

Document 2 : L'Express, « Joseph Stiglitz : 'les réformes financières sont insuffisantes' », 22 septembre 2010.

Document 3 : La Tribune, « Les sociétés de gestion s'opposent à la taxe Tobin », 16 janvier 2012.

Document 4 : Europolitique, « UE/Asie : Michel Barnier s'en prend aux agences de notation », 23 janvier 2012.

Document 5 : L'Humanité, « Nationaliser les banques ? Le débat s'installe »13 septembre 2011.

Document 6 : Le Figaro, « Agence de notation : le dessous des cartes », 19 janvier 2012.

Document 7 : La Tribune, « Berlin se rallie à une taxe Tobin dans la zone euro », 23 janvier 2012.

Document 8 : Le Figaro, « Le débat rebondit sur la séparation des banques », 24 janvier 2012.

Document 9 : La Croix, « Les tours et les tentes », 13 janvier 2012.

Document 1 : La Croix, « Repères. La chronologie », 19 décembre 2011

* Février 2007 : faillites de banques américaines spécialisées dans l'octroi de crédits immobiliers à risque (subprimes).

* Février 2008 : la banque britannique Northern Rock doit être nationalisée. Les grandes banques passent des provisions pour faire face à leurs actifs toxiques.

* Septembre 2008 : les deux géants du crédit hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae sont placés sous la tutelle de l'État américain. La banque Lehman Brothers se déclare en faillite.

* 8 octobre 2008 : la Grande-Bretagne décrète la nationalisation partielle de ses grandes banques.

* 15 novembre 2008 : 1er G20 des chefs d'État des pays industrialisés et émergents.

* Novembre-décembre 2008 : tous les pays annoncent des plans de relance.

Septembre 2009 : réunis à Pittsburgh, les dirigeants du G20 s'engagent à fixer des règles en matière financière.

* Décembre 2009 : les agences de notation dégradent la note de la Grèce.

* Avril 2010 : les pays de la zone euro se mettent d'accord sur un plan d'aide à la Grèce.

* Mai 2010 : face au risque de contagion à d'autres pays fragiles, l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) créent un fonds de stabilisation de 750 milliards d'euros.

* Juillet 2010 : le Congrès américain vote la loi Dodd-Frank, un plan de régulation financière.

* Novembre 2010 : plan de sauvetage de l'UE et du FMI pour l'Irlande et ses banques, de 85 milliards d'euros.

* Mai 2011 : plan de sauvetage de l'UE et du FMI pour le Portugal, de 78 milliards d'euros.

* Juin 2011 : nouveau plan d'austérité et de privatisations en Grèce.

* Août 2011 : l'Italie et l'Espagne sont attaquées sur les marchés financiers. La France présente un premier plan de rigueur.

* Novembre 2011 : démission du premier ministre grec Georges Papandréou, remplacé par l'ancien vice-président de la BCE Lucas Papademos. Démission du premier ministre italien Silvio Berlusconi remplacé par l'ex-commissaire européen Mario Monti. Victoire de la droite aux élections législatives espagnoles.

* Décembre 2011 : accord à 26 pays au sommet de Bruxelles pour renforcer la discipline budgétaire dans la zone euro.

Document 2 : L'Express, « Joseph Stiglitz : 'les réformes financières sont insuffisantes' », 22 septembre 2010.

ENCART: Il agace autant qu'il fascine. Brillant théoricien, Prix Nobel d'économie pour ses travaux sur la concurrence imparfaite, Joseph Stiglitz est aussi une star internationale, une bête de scène qui ne craint pas la lumière des projecteurs. Contempteur des excès du libéralisme, il avait accepté l'invitation de Nicolas Sarkozy à réfléchir aux nouvelles manières de mesurer la croissance. Car, pour critique qu'il soit, l'ex-conseiller de Bill Clinton n'hésite jamais à mettre la main à la pâte. Il vient de rédiger pour l'ONU, avec d'autres experts de renom, un rapport sur les réformes nécessaires pour changer en profondeur les institutions économiques internationales (Le Rapport Stiglitz, éd. Les liens qui libèrent, parution ce 22 septembre). De passage éclair à Paris, entre New York et Zurich, l'intellectuel aux airs de gros matou reçoit dans un salon de l'hôtel Sheraton à l'aéroport de Roissy. Il revient longuement sur ses propositions, sur l'Amérique d'Obama et sur cette crise qui finit, parfois, par ébranler sa placidité légendaire.

Il y a deux ans, la chute de Lehman Brothers entraînait le monde dans la crise la plus grave depuis la Grande Dépression. Rassurez-nous : un tel scénario ne pourrait plus se reproduire aujourd'hui ?

Les régulateurs ont fait des efforts, mais ils sont clairement insuffisants. Prenons l'exemple des Etats-Unis. Le Congrès a adopté la loi Dodd-Frank, afin de mieux réguler la sphère financière, mais cette réforme est comme du gruyère : pleine de trous ! Les principes sont bien là, mais les banques ont déployé un tel lobbying qu'elles ont imposé de très nombreuses exceptions. Par exemple, une des mesures phares est la création d'une agence de protection du consommateur, censée lutter contre les pratiques prédatrices des établissements financiers. Sauf qu'elle ne s'appliquera pas au prêt automobile, qui, pour la plupart des Américains, constitue le prêt le plus important, après le crédit immobilier. Même chose pour les produits dérivés : il y a eu des avancées, mais une grande partie de ces produits sont finalement exemptés de régulation. La réforme ne va pas non plus empêcher les abus liés aux prêts sur cartes de crédit, dont les taux d'intérêt peuvent tourner autour de 30 %, alors que les banques, elles, empruntent quasiment à 0 % ! Quant au problème crucial des banques "trop grosses pour faire faillite", il n'a pas été traité du tout : elles ont juste été renflouées, et on les a laissées distribuer des bonus avec l'argent du contribuable.

L'Europe n'a-t-elle pas fait mieux ?

C'est un peu le même scénario qui s'y est déroulé : il y a eu des avancées dans certains domaines, comme les bonus ou les fonds spéculatifs, mais il reste encore de nombreuses failles. Des deux côtés de l'Atlantique, la question se pose surtout de la confiance que l'on peut accorder aux régulateurs. Ce sont les mêmes qui se sont montrés incapables de prévenir la crise précédente ! Pourquoi devrais-je faire confiance à Ben Bernanke, patron de la Réserve fédérale [NDLR : la banque centrale américaine], qui n'a absolument pas vu venir la crise et n'a cessé, une fois que celle-ci a éclaté, d'en minimiser les conséquences ?

Vous semblez aussi déçu par Barack Obama...

Il est clair qu'il aurait pu aller beaucoup plus loin dans les réformes. Il y avait une fenêtre de tir lorsque l'on était au coeur de la crise, mais il l'a laissée passer. Aujourd'hui, il se retrouve coincé : comme tous les Américains, il juge scandaleux que les banquiers recommencent à toucher des primes mirobolantes alors que le taux de chômage atteint près de 10 %. Mais, dès qu'il essaie de s'attaquer à ce problème, le milieu des affaires et ses relais le traitent de "socialiste" et d'"antibusiness". Obama voulait être un président de réconciliation, après huit années de clivage gauche-droite très fort sous George W. Bush. Mais, pour se réconcilier, il faut être deux. Or ni les républicains ni les banquiers de Wall Street ne sont disposés à jouer ce jeu-là.

Beaucoup évoquent le spectre d'un retour de la récession aux Etats-Unis. Faites-vous partie de ces pessimistes ?

Une récession implique une croissance négative. Est-ce que ce sera le cas ? Je ne sais pas et, à la limite, peu importe. Ce qui est sûr, c'est que la croissance va ralentir, alors qu'aujourd'hui même elle n'est pas assez forte pour faire reculer le chômage. Pour cela, il faudrait une progression annuelle du PIB d'au moins 3 %. Or on ne retrouvera pas ce niveau avant 2012, au mieux. Certains parlent d'une "nouvelle normalité", à laquelle il va falloir s'habituer. Mais moi, je suis désolé, 10 % de chômage, je n'arrive pas à trouver cela normal. C'est, à mes yeux, inacceptable.

Vous avez évoqué il y a quelques mois la possibilité que l'euro disparaisse à brève échéance. Ce scénario vous semble-t-il toujours envisageable ?

Non, je ne dirais plus cela aujourd'hui. L'Union européenne a fini par adopter un certain nombre de réformes institutionnelles, comme la création d'un fonds de stabilisation, qui est une très bonne chose. Reste à savoir si cela suffira. Les marchés semblent toujours très inquiets. Le cas irlandais, en particulier, est très préoccupant : la dette a grimpé de 19 points en pourcentage du PIB, le sauvetage des banques a été très mal géré et les mesures d'austérité pèsent tellement sur la croissance qu'il n'est pas évident qu'elles permettent de réduire véritablement le déficit.

Beaucoup d'autres pays européens ont adopté des plans d'austérité. N'était-ce pas inévitable, compte tenu de la situation très dégradée de leurs finances publiques ?

Certains petits pays n'ont effectivement pas le choix, s'ils veulent pouvoir continuer à emprunter sur les marchés. Pour d'autres, comme le Royaume-Uni, l'Allemagne ou la France, plutôt que de couper indistinctement dans les dépenses, il serait plus efficace de les rediriger vers des investissements productifs susceptibles de rapporter assez d'argent pour faire baisser leur endettement. Si les marchés étaient vraiment rationnels, ils valideraient ce type de stratégie. Mais ce n'est pas le cas, car ils se concentrent sur les données chiffrées brutes. Au final, les mesures d'austérité adoptées par les grands pays vont inévitablement entraîner un ralentissement de la croissance dans toute l'Europe.

A qui la faute ?

Je ne veux pas blâmer tel ou tel, mais l'Allemagne, dans cette affaire, a commis deux erreurs. D'abord, elle s'est montrée réticente à aider la Grèce, ce qui a aggravé la crise. Ensuite, elle a appliqué des mesures d'austérité nocives. Les Etats-Unis accusent la Chine d'avoir un surplus commercial excessif, de ne pas consommer assez et, ainsi de créer un déséquilibre. Mais, de ce point de vue, l'Allemagne crée un déséquilibre encore plus important que la Chine ! Les deux pays répondent que le fait d'épargner est une vertu. Cela n'est pas valable en temps de crise : quand il n'y a pas assez de demande dans le monde, la principale conséquence, c'est que le chômage augmente.

Vous avez rédigé un rapport sur la croissance durable à la demande de Nicolas Sarkozy. Que pensez-vous de lui ?

Son initiative était très bonne. Et le rapport a eu beaucoup d'écho partout dans le monde. Il est rare qu'un homme politique puisse exercer une influence sur les idées, sur la manière de juger la croissance, par exemple. Il sera intéressant de voir comment il présidera le G 20 en France, alors que celui de Toronto, en juin dernier, a été très décevant. Les questions qu'il a évoquées, notamment la création d'une monnaie de réserve internationale ou encore celle d'un cadre institutionnel de décision économique plus représentatif, rejoignent les conclusions de notre rapport.

Venons-en justement à ce rapport rédigé pour l'ONU, dans lequel vous proposez des changements profonds de l'organisation de l'éco-nomie mondiale. L'un des enjeux est de parvenir à réguler des marchés, par définition mondiaux, avec des régulateurs qui, eux, œuvrent au niveau national. N'est-ce pas insoluble ?

Je pense en tout cas que les institutions internationales telles qu'elles existent aujourd'hui ne répondent pas convenablement à ce dilemme. Mais il y a pire : le recours systématique au concept de régulation internationale est souvent utilisé par ceux qui ne veulent rien changer. Ils disent : "Il faut régler cela au niveau global." Et, là, on se rend compte que tout est compliqué, qu'il faut faire des compromis et des concessions : au final, on avance extrêmement lentement. Et rien ne change vraiment. Du coup, beaucoup d'économistes sont arrivés à la conclusion que la première responsabilité de chaque gouvernement, c'est de protéger ses citoyens, et donc, de prendre les mesures qui s'imposent au niveau national. Et, dans un second temps, d'essayer d'harmoniser tout cela. Alors, bien sûr, cela signifie qu'il faudra franchir de nombreux obstacles et que les marchés seront un peu moins coordonnés que par le passé. Mais on a vu le risque que présentent des marchés excessivement intégrés : les virus se transmettent d'autant plus rapidement. Les maladies qui ont touché les marchés financiers américains ont bien failli faire s'écrouler l'économie mondiale tout entière. Donc, oui, on a besoin de pare-feu ou de systèmes permettant de placer tel établissement ou tel marché en quarantaine. Distiller quelques grains de sable dans les rouages des marchés, c'est sans doute en réalité une bonne chose.

Vous préconisez la création d'un conseil de coordination économique mondial (CCEM). Quel serait son rôle ?

Nous nous sommes rendu compte qu'il n'existait pas de cadre global pour coordonner les politiques économiques et les questions de régulation financière. Il y a bien le G 20, mais il ne représente que les pays les plus riches. Dans le cadre du dispositif que nous avons imaginé, il y aurait un représentant par continent. L'Afrique, par exemple, aurait un émissaire défendant les intérêts du continent dans son entier, et pas seulement la voix de l'Afrique du Sud, par exemple. La légitimité politique d'une telle enceinte serait plus forte que celle du G 20. Dans un premier temps, le CCEM aurait surtout un rôle d'influence et d'orientation, et non pas explicitement de décision ou de sanction.

Vous évoquez aussi la nécessité de mettre en place une nouvelle monnaie de réserve internationale. Avec quel objectif ?

Je crois qu'il y a quelque chose de vraiment paradoxal, au xxie siècle, dans le fait d'avoir une monnaie nationale, le dollar, qui joue un rôle de réserve au niveau international. Avec la crise, et la perte de confiance dans le leadership politique et économique des Etats-Unis, la situation est d'autant plus problématique. Surtout, le système actuel ne fonctionne pas : il est inéquitable, et alimente les déséquilibres de l'économie mondiale, entre la Chine et les Etats-Unis en particulier. Une monnaie de réserve globale permettrait aussi de répondre au plus grave problème que nous rencontrons aujourd'hui, à savoir l'insuffisance de la consommation au niveau mondial. On pourrait recourir à cette monnaie internationale pour relancer la demande. De manière générale, on pourrait employer les mécanismes monétaires à des fins de stabilisation : créer davantage de monnaie quand l'économie ralentit, moins quand elle va mieux. Enfin, cette monnaie pourrait être utilisée - et cela est en discussion avec le Fonds monétaire international - pour développer des projets d'intérêt public : lutter contre le changement climatique ou encore aider les pays les moins avancés. Nous sommes conscients que c'est un projet ambitieux, et que les contraintes politiques sont très fortes. Il faudra procéder par étapes.

Vous demandez également la création de banques publiques. Pour quoi faire exactement ?

On ne se poserait pas cette question si les banques privées faisaient leur travail ! Mais on a constaté que ce n'était pas le cas. Aux Etats-Unis, les grosses banques génèrent de l'argent en spéculant, en pariant sur la faillite de tel ou tel pays... Mais prêter aux petites et moyennes entreprises, par exemple, n'est pas au coeur de leur activité. Le paradoxe, c'est que nous avons dépensé des centaines de milliards de dollars pour qu'elles recommencent à soutenir l'économie, mais cela n'a pas fonctionné. Sans doute parce que nous avons renfloué celles qui jouaient à la roulette, et pas celles qui prêtaient, qui sont de plus petite taille. L'année dernière, 140 établissements financiers ont fait faillite aux Etats-Unis, et, parmi ceux-là, beaucoup étaient des banques de prêt. Cette année, il y en aura encore davantage. Le secteur privé a clairement échoué : il faut trouver une autre solution.

Le développement des inégalités, dites-vous, est une des causes de la crise. Comment faire pour les réduire durablement ?

Il est très frappant de constater que peu de leaders mondiaux ont porté attention aux causes profondes de la crise. On s'est beaucoup focalisé sur les dysfonctionnements du système bancaire : c'est une cause importante, mais pas la cause profonde de la crise. Depuis trente ans, les inégalités ont explosé dans les pays développés, et particulièrement aux Etats-Unis. Pour éviter que les gens ne soient complètement déclassés, on leur a accordé des crédits sans compter, on leur a dit d'acheter des maisons qu'ils ne pouvaient pas se payer. C'était juste une mascarade, mais qui correspondait en fait à une manière un peu perverse de tenter de résoudre cette hausse des inégalités. Avec la crise, la richesse fictive liée à l'endettement s'est évaporée, mais personne - ni Obama ni les autres - n'a songé à s'attaquer au fond du problème. Ironie de l'histoire, la manière dont on a traité cette crise n'a fait que renforcer ces inégalités. Il suffit de regarder la question des bonus, qui n'est sans doute pas fondamentale, mais se revèle tout de même très symbolique. On n'a pas fait grand-chose pour empêcher leur réapparition. Idem avec les plans d'austérité : ce sont les pauvres, ceux qui bénéficient le plus des systèmes de redistribution, qui vont en pâtir les premiers.

Que proposez-vous donc ?

Le premier levier, à court terme, c'est la politique fiscale. Concernant les impôts, le débat s'est engagé aux Etats-Unis : il y a une discussion pour savoir s'il faut perpétuer les exemptions de taxes pour les plus riches décidées par l'administration Bush en 2001 et 2003. Je pense que nous ne pouvions pas nous le permettre à l'époque, et que nous le pouvons d'autant moins aujourd'hui. Il est tout de même curieux que quelqu'un qui gagne de l'argent en pariant sur la faillite de la Grèce soit moins taxé que quelqu'un qui travaille dur pour gagner son salaire. Les exemptions sur les revenus du capital devraient être supprimées. Par ailleurs, si vous vous voulez diminuer les taxes pesant sur les entreprises, il faut le faire de manière plus ciblée, par exemple en encourageant les entreprises qui investissent. Ce serait une manière intelligente d'utiliser la politique fiscale, pour encourager une économie plus productive, et donc une plus forte croissance à long terme.

Document 3 : La Tribune, « Les sociétés de gestion s'opposent à la taxe Tobin », 16 janvier 2012.

La volonté du président de la République française, Nicolas Sarkozy, de mettre en place une taxe sur les transactions financières (TFF), dite taxe Tobin, fait réagir la finance française. Après l'association Paris Europlace, c'est au tour de l'Association française de la gestion financière (AFG) de commenter ce projet. Et ses propos sont sans équivoque : « catastrophique », « dévastatrice », sont les qualificatifs utilisés par l'association professionnelle pour dénoncer l'impact sur l'industrie française de la gestion d'actifs d'une mise en place « mal calibrée et limitée à la France » d'une TTF.

Et qui serait aussi « pénalisante pour l'économie française ». Pour qu'elle soit envisagée, deux principes doivent être respectés : être suffisamment universelle pour ne pas créer des délocalisations vers des zones moins régulées ; cibler les transactions qui favorisent la spéculation et le court-termisme conformément aux orientations du G20. D'après l'AFG, ces principes ne sont pas respectés. Fuite possibleUne telle taxe soumettrait les porteurs de parts d'OPCVM à une double imposition : à l'entrée et à la sortie par l'investisseur et lors des opérations de gestion de l'actif du fonds par le gérant. Cette double imposition ne s'appliquerait à aucun autre produit d'épargne. Par ailleurs, cette taxe pèserait sur le rendement des fonds monétaires de plus de 1 %, « ce qui conduirait à leur disparition ». Une baisse estimée à au moins 0,5 % pour les supports actions et obligataires. Du coup, une fuite vers des places concurrentes est possible, ainsi qu'une substitution en faveur de fonds non soumis à cette taxe. Le cavalier seul des autorités françaises au sujet de la TTF n'est donc pas recommandé. D'ailleurs, dans une lettre adressée au Premier ministre français François Fillon, Noël Amenc, directeur de l'Edhec Risk Insitute, ne recommande pas cette taxe indiquant qu'elle serait néfaste pour la zone euro en général. Les réactions ne se limitent pas à la France. En effet, l'association allemande BVI des sociétés de gestion vient de rappeler que les fonds allemands ne sont pas à l'origine de la crise et qu'ils n'ont reçu aucune aide de l'État. Une telle taxe serait supportée par les entreprises, des investisseurs basés en Allemagne et des citoyens qui épargnent à long terme. Et d'ajouter que la TTF renchérirait le coût des services financiers des clients. Pour rappel, le 30 novembre 2011, l'Efama, l'organisation européenne de la gestion, faisait remarquer que l'impact du coût de la TTF avait été mal estimé.

Document 4 : Europolitique, « UE/Asie : Michel Barnier s'en prend aux agences de notation », 23 janvier 2012.

Dans son allocution du 20 janvier à Tokyo, le commissaire européen en charge du marché intérieur et des services financier, Michel Barnier, a critiqué les agences de notation de crédit, et affirmé que l'Europe avait la volonté politique de surmonter la crise financière actuelle. Quelques jours après que Standard&Poor's (S&P) a rétrogradé la notation du Fonds européen de stabilité financière (FESF) et neuf membres de l'eurozone, M. Barnier a mis en doute la crédibilité et l'influence des agences. " Les agences de notation de crédit ont fait plusieurs erreurs lors de notations ", a-t-il déclaré, épinglant l'opacité de la dernière décision de S&P. Bouclant une tournée d'une semaine en Asie, le commissaire a jugé qu'il serait nécessaire d'avoir plus d'agences pour contrer la domination des " trois grandes " (S&P, Moody's et Fitch).

Devant un parterre d'investisseurs asiatiques qu'inquiète le sort de l'eurozone, M. Barnier a réaffirmé la solidité de l'économie européenne lors des trois étapes de sa tournée. A Hong Kong, Pékin et Tokyo, il a déclaré que l'Europe faisait ce qu'elle devait pour sortir de la crise, et bâtir " une nouvelle Europe, plus forte et plus intégrée ", sur base d'une discipline budgétaire plus stricte. Au Japon, il a affirmé " au plus haut niveau, une volonté politique absolue de prendre les mesures nécessaires pour surmonter la crise actuelle ". Reconnaissant la gravité de la crise et le niveau " excessif " de la dette de l'Europe, il a toutefois relativisé par rapport à d'autres grandes économies comme les Etats-Unis ou le Japon. " Mais nous souffrons d'une perte de confiance des marchés financiers ", a ajouté M. Barnier en s'efforçant de rassurer les investisseurs.

Trois jours auparavant, le patron du FESF, Klaus Regling, a aussi tenté de venir à bout de l'anxiété des investisseurs asiatiques. A Singapour, il a déclaré que les fonds de sauvetage européens gardaient leur attrait pour les investisseurs d'Asie et du Moyen-Orient malgré la dégradation qu'a récemment décidé S&P.

RÉFORMES FINANCIÈRES

La tournée de Michel Barnier visait aussi à expliquer la réforme financière européenne aux deux principales capitales bancaires d'Asie Hong Kong et Tokyo. Il a annoncé qu'un groupe d'experts de l'UE avait entamé ses travaux sur une nouvelle réforme du secteur bancaire, pour éviter que ne se répète la crise financière récente, par une réglementation plus sévère. Il gardera à l' il la réforme Volcker aux Etats-Unis et le rapport Vickers aux Etats-Unis, qui plaident tous deux pour une séparation plus nette de l'activité bancaire de détail et de l'investissement. A Hong Kong, place qui joue un rôle croissant dans les finances mondiales, M. Barnier a rencontré le président de HSBC, Douglas Flint, et s'est adressé au Forum financier asiatique.

PÉKIN

A Pékin, les 17 et 18 janvier, Michel Barnier a rencontré des acteurs clés de la politique financière dont le président de la Banque centrale Zhou Xiaochuan, et le ministre des Finances Xie Xuren. La réponse de Pékin à la crise européenne, et la réforme du secteur financier ont été au c ur de leurs entretiens.

M. Barnier a invité Pékin à ouvrir ses marchés publics à la concurrence étrangère en général et européenne en particulier. La Chambre européenne de Commerce en Chine a exprimé ses préoccupations et attentes lors d'une réunion avec le commissaire.

Des préoccupations du même ordre ont été exprimées au Japon, dernière étape de la tournée. M. Barnier, qui avait annulé son déplacement à Tokyo en 2011 pour cause de tsunami, a abordé ce dossier avec le ministre des Transports et des Infrastructures Takeshi Maeda. L'UE dénonce la situation du secteur ferroviaire, Tokyo dérogeant à son engagement à l'Organisation mondiale du commerce pour des raisons de sécurité. La Commission dénonce régulièrement l'absence de véritable accès au marché public japonais au niveau régional et national. A peine 25 milliards d'euros sur des marchés publics représentant au total 570 milliards d'euros sont accessibles à des sociétés étrangères, selon la Commission.

Document 5 : L'Humanité, « Nationaliser les banques ? Le débat s'installe »13 septembre 2011.

Davantage de régulation et de transparence. Les syndicats du secteur bancaire sont unanimes: il faut changer son mode de fonctionnement.

Si les syndicats du secteur ont confiance dans la solidité de leurs banques, ils aspirent tous à un changement. «On est en plein climat de panique. Si la situation perdure, le risque n'est pas la faillite d'une banque mais le resserrement du crédit, assure Régis Dos Santos, secrétaire général de la SNB CFE-CGC. La période montre bien que la finance ne peut pas s'autoréguler.

Avec les dérégulations, on a autorisé les banques à créer des produits très sophistiqués, sans transparence, pour gagner de l'argent pour s'enrichir et non pour le développement de l'économie. Il y a donc besoin d'une volonté politique claire, accompagnée de décisions rapides, efficaces et immédiates.» Pour la CFDT, certaines choses ont certes bougé dans le milieu bancaire, mais cela reste insuffisant. Tout comme la régulation financière qui «s'est arrêtée en milieu de chemin, sous la pression des lobbies de la finance», apprécie Luc Mathieu, secrétaire général de la CFDT banque assurance. Le responsable syndical note ainsi que «90% des produits dérivés ne servent qu'à la spéculation et non à la protection des risques de l'économie réelle. Si une directive européenne a été mise en place, elle n'a absolument pas remis en cause ces actifs ultra-spéculatifs. Nous attendons donc beaucoup de la régulation internationale, mais on veut discuter du contenu».

Le constat est unanime, mais les propositions divergent. Partant du principe que «l'épargne et le crédit ont un statut de biens publics», Patrick Saurin, de SUD BPCE, milite pour «socialiser l'ensemble du secteur bancaire, ce qui revient à le nationaliser». À la CGT, plusieurs solutions émergent. Lors de son dernier congrès, la confédération a acté la création d'un pôle financier public. Le principe est de mettre en réseau des établissements financiers et bancaires publics ou semi-publics. En mutualisant les moyens, le pôle financier public pèsera suffisamment face au monde bancaire afin «d'accomplir un certain nombre de missions d'intérêt général, comme le financement des PME, des infrastructures de transport, du logement social, du développement industriel, des collectivités territoriales», explique Jean-Philippe Gasparotto, syndicaliste CGT à la CDC. Il s'interroge néanmoins, car une partie du financement de l'économie resterait aux mains des organismes privés, «mus par une logique commerciale et de rentabilité». De même, il est «illusoire de penser qu'une simple nationalisation des banques suffira au changement. Elles devront être régies par des règles de missions d'intérêt général. Il ne faut pas opposer le pôle financier public et les nationalisations, les deux vont de pair compte tenu du caractère systémique des banques et de la financiarisation de l'économie», assure Jean-Philippe Gasparotto. Si le débat sur la nationalisation des banques revient avec force aujourd'hui, il faut aussi porter l'idée «d'une nouvelle loi bancaire pour sortir de la tutelle des marchés, qui permettrait de contrôler l'affectation des crédits», milite Christophe Delcourt, secrétaire de la CGT finances.

À la CGT banque-assurance, Michel Marchet, également délégué syndical à la Société générale, estime au contraire que s'il doit y avoir un pôle public financier, la question d'une nationalisation des banques privées n'est pas utile. Selon lui, c'est au travers de la réglementation que les pouvoirs publics pourront confier aux banques privées des missions d'intérêt général et en donnant, notamment, plus de pouvoir d'intervention aux syndicats des pôles bancaires. À la confédération CGT, Marie-Laurence Bertrand, membre de la commission exécutive, n'écarte pas le débat. «Si la question est soulevée, nous devons en débattre. L'expérience de 1981 montre qu'il ne suffit pas de nationaliser. Nous sommes dans un processus de construction qui va au-delà de la nationalisation ou du pôle financier public. Une construction où la question doit être "quel modèle de production pour quelle répartition des richesses?" Cela implique des changements y compris au niveau européen et mondial.»

Document 6 : Le Figaro, « Agence de notation : le dessous des cartes », 19 janvier 2012.

Pour le directeur général de la Financière de la Cité, la dégradation de la note en France est révélatrice de la guerre économique actuelle entre le monde anglo-saxon et l'Europe continentale. Comment prêter le moindre sérieux aux avis des agences de notation ? Il y a cinq ans, elles accordaient leur « triple A » aux portefeuilles de titres de crédit hypothécaires américains, dont l'effondrement sonnait le début de la crise financière. En 2008, elles attribuaient les meilleures notes à des sociétés aujourd'hui disparues ou placées sous la tutelle de l'État américain (Bear Stearns, Lehman Brothers, AIG, Fanny Mae, Freddy Mac), qui représentent la plus grande destruction de capital de toute l'histoire économique ! Auparavant, elles avaient couvert des fraudes comptables d'ampleur inégalée, comme la faillite du courtier en énergie Enron en 2001.

Aujourd'hui, leur inconséquence frise le ridicule : quelques mois après avoir recommandé la mise en place de plans de retour à l'équilibre partout en Europe, elles font mine de s'inquiéter de l'impact récessif de politiques dont l'effet ne peut que se faire sentir dans la durée ! Elles gratifient l'Allemagne du triple A, tout en regrettant que la Banque centrale européenne (BCE) ne se lance pas dans une politique de création monétaire à tout va. Elles attribuent à l'Italie la même probabilité de défaut qu'à la Tunisie ! En revanche, la Grande-Bretagne, avec une économie totalement désindustrialisée, une dette totale qui représente 900 % du PIB, un déficit comblé par la création monétaire, un pacte social en voie de dislocation avec les risques de sécession de l'Écosse, bénéficie toujours du triple A !

Inutile donc de se pencher gravement sur ces communiqués pour y trouver la confirmation de nos convictions politiques ou de nos inimitiés. Ne soyons pas si naïfs. Une guerre économique est en cours entre le monde anglo-saxon et l'Europe continentale. Depuis trente ans, tournant le dos aux principes de leurs Pères fondateurs, les États-Unis financent leur développement par l'épargne étrangère et la création monétaire. Face à l'essoufflement de ce modèle de croissance, ils cherchent à sauver leur pays au détriment de tous les autres, en drainant l'épargne mondiale à leur profit vers une monnaie qu'ils contrôlent à loisir.

Les victimes de cette politique sont les salariés modestes, les gens ordinaires et les travailleurs pauvres des pays émergents. Si nous laissons ces choix s'imposer, nous risquons une dislocation complète de la civilisation libérale et une remise en cause de tous les efforts qui ont été réalisés depuis vingt ans pour l'ouverture des échanges. Dans cet agenda impérial, l'Europe continentale représente le modèle à abattre. L'Europe n'a pas de déséquilibre extérieur, elle ne dépend des États-Unis ni pour son commerce, ni pour sa défense. L'euro lui a permis de tirer parti pleinement de la taille de son marché intérieur. On y vit mieux et plus longtemps qu'ailleurs. On y produit davantage, en dépensant moins de temps et d'énergie, en privilégiant l'épargne à la consommation immédiate. Les citoyens ne peuvent y être détenus indéfiniment sans procès et la religion y reste une affaire privée. Les autoroutes, les trains à grande vitesse y forment un réseau de communications moderne, dense et sans coutures. L'Europe entretient des liens pacifiques avec le reste du monde et ne mène aucune politique de puissance. Une pareille situation ne s'était jamais vue depuis la Renaissance.

Contrairement à ce qu'avance Standard & Poor's, le sommet européen du mois de décembre dernier représente ainsi une avancée fondamentale. Pour la première fois depuis 1950, les pays fondateurs de l'Europe politique reviennent aux commandes. 'Angleterre est marginalisée et malgré un activisme diplomatique intense n'est pas parvenue à rallier à sa cause les pays scandinaves ou d'Europe orientale. L'intégration budgétaire de la zone euro est engagée.

Dans cette logique, les reproches adressés à la politique de la BCE, lui demandant d'intervenir massivement en rachetant l'intégralité des dettes souveraines, ne sont que des enfantillages. Les interventions de la BCE ne sont pas une fin en soi. Elles servent à éviter l'embâcle du système marché interbancaire ou à alléger les pressions sur les conditions de financement des États dans les périodes de stress de marché. Elles n'ont pas pour effet de faire naître de toutes pièces de faux droits issus de la monétisation du déficit.

Depuis les années 1950, le développement de l'Europe se fait sur la base d'un libéralisme ordonné, fondé sur la liberté économique, la stabilité monétaire et le pouvoir régulateur de l'État. Un modèle à l'opposé de la « révolution néolibérale ». L'existence du bloc soviétique a masqué cette divergence, qui apparaît aujourd'hui en pleine lumière.

Aujourd'hui, au moins, le choix offert aux Européens est clair : en optant pour une discipline budgétaire commune, ils font celui de la souveraineté, de la liberté contre l'esclavage. Face aux monnaies dirigées que sont devenues le dollar américain et la livre sterling, l'euro a un grand avenir.

L'Europe continentale représente le modèle à abattre. L'Europe n'a pas de déséquilibre extérieur, elle ne dépend des États-Unis ni pour son commerce, ni pour sa défense.

Document 7 : La Tribune, « Berlin se rallie à une taxe Tobin dans la zone euro », 23 janvier 2012.

Le prochain sommet européen sera-t-il celui de la taxe Tobin ? Selon la « Süddeutsche Zeitung » de ce jeudi, Angela Merkel tenterait d'accélérer le mouvement sur la taxe sur les transactions financières, malgré l'opposition de ses alliés libéraux. Le quotidien bavarois s'est en effet procuré un document où les gouvernements français et allemand assurent qu'ils soutiendront la proposition de la Commission d'introduire en Europe une telle taxe.

Cette proposition permet de contourner l'inévitable opposition britannique, mais aussi celles annoncées de la Suède et de la République tchèque, en introduisant la taxe uniquement dans les 17 pays de la zone euro. C'est cette disposition qui inquiète au plus haut point le FDP libéral qui y voit un cadeau fait à la place financière londonienne au détriment de celle de Francfort. Dans un contexte où la fusion entre l'opérateur francfortois Deutsche Börse et Nyse Euronext est freinée par les conditions européennes, les libéraux estiment qu'il convient de ne pas rajouter un poids supplémentaire à la compétitivité du secteur financier allemand. Il est vrai que le FDP n'est pas en position de force. Le FDP n'en veut pasÀ un niveau microscopique dans les sondages, les libéraux ont été éjectés voici deux semaines de la coalition régionale de Sarre par la ministre présidente chrétienne-démocrate. Autrement dit, ils n'auraient rien à gagner à une confrontation avec la chancelière sur ce sujet. Reste évidemment que les libéraux n'ont pas dit leur dernier mot à Berlin. Dans une interview à paraître ce vendredi dans la « Rheinische Post », le ministre allemand libéral de l'Économie insiste sur la volonté de son gouvernement à recueillir l'acceptation de Londres sur la question. « Dans le contexte actuel, une attention certaine sera accordée à la position de la partie britannique », a assuré Philipp Rösler. Mais Angela Merkel a sans doute fait ses comptes. Politiquement, la communication autour d'un dispositif permettant de « punir » les financiers lui sera sans doute plus utile que des concessions à un FDP à l'agonie. Elle semble donc désormais décidée à passer outre et à suivre le volontarisme de Nicolas Sarkozy sur le sujet. Le président français a annoncé son intention de faire cavalier seul sur ce sujet et faire adopter une telle taxe en France. Ce jeudi à Lyon, le président de la République a prévenu que « la France montrera l'exemple, elle fera la taxe sur les transactions financières, elle entraînera derrière elle l'ensemble de l'Europe et, je l'espère, l'ensemble du monde ».

Document 8 : Le Figaro, « Le débat rebondit sur la séparation des banques », 24 janvier 2012.

Le candidat socialiste François Hollande reprend à son compte le projet de réforme lancé par le gouvernement britannique, qui consiste à isoler les activités de dépôts et de crédit sans réellement couper les banques en deux.

Si le Parti socialiste en France a longtemps lorgné du côté des réformes de Tony Blair, c'est une mesure prônée par le très conservateur David Cameron que François Hollande a mise sur la table dimanche soir. En proposant de *« séparer les activités des banques »*, entre celles de *« crédit »* et celles jugées *« spéculatives »*, le candidat du PS reprend à son compte le schéma retenu par le gouvernement britannique pour renforcer la sécurité de son système bancaire. Preuve que cette problématique traverse à la fois les pays et les partis. Sans pour autant d'ailleurs qu'un consensus apparaisse sur la meilleure méthode pour assurer la stabilité financière. Interrogé en 2011 sur ce thème de la séparation des banques, Nicolas Sarkozy s'avouait *« sceptique »*.

En fait, depuis la crise de 2008, qui a vu les États à travers le monde renflouer à grand prix leurs banques, les grands argentiers cherchent la parade à plusieurs niveaux pour éviter de nouvelles catastrophes. Les régulateurs durcissent la réglementation, à l'image de Bâle III, qui va s'imposer aux banques européennes. La surveillance est renforcée. Les gouvernements, enfin, cherchent à inventer un nouveau modèle bancaire à la fois moins risqué et qui limiterait leur intervention future en cas de turbulences.

VOLCKER CONTRE VICKERS

Les États-Unis ont frappé les premiers, l'été 2010, en intégrant dans une gigantesque loi de réforme bancaire une règle Volcker - du nom de l'ancien gouverneur de la Fed - interdisant aux banques de conduire des activités sur les marchés pour leur propre compte. L'idée étant d'empêcher les Goldman Sachs, Citigroup et autres JPMorgan de parier leurs fonds propres sur des positions de marché très coûteuses si elles tournent mal, comme l'ont prouvé les dérapages à la Société générale ou chez UBS.

Alors que le sauvetage de RBS et Lloyds Banking a ruiné le contribuable britannique, la Grande-Bretagne ne pouvait rester en dehors de ce débat. En décembre, le premier ministre David Cameron a endossé les conclusions d'un rapport commandité à une commission indépendante présidée par John Vickers (qui était d'ailleurs de passage à Paris début janvier). Son projet ne consiste pas à couper les banques en deux (et de revenir au Glass Steagall Act américain d'après la crise de 1929). Mais bien d'isoler au sein même des établissements bancaires les métiers classiques de banque de particuliers et de PME, voire de grandes entreprises, afin de les protéger des soubresauts affectant les activités opérées sur les marchés, réputées plus dangereuses.

C'est ce dispositif que François Hollande préconise à son tour. *« La séparation des activités bancaires constitue une garantie vis-à-vis de la transmission des risques de marché vers le secteur bancaire commercial et partant vers l'ensemble de l'économie »*, s'est félicité hier le comité Vigieco, un groupe d'économistes et de financiers - comprenant Jean Peyrelevade, l'ancien PDG du Crédit lyonnais - qui planchent sur des propositions économiques à soumettre au candidat Hollande. *« Le modèle de la spécialisation n'a pas démontré qu'il était plus sûr »*, rétorque Damien Leurent, associé chez Deloitte, qui insiste : *« Les banques prennent des positions pour leurs clients. Elles ne spéculent pas pour le plaisir de spéculer. »* De leur côté, les banques françaises, qui arborent leur modèle de banque universelle comme une médaille, s'opposent à toute séparation, même « light ». Afin de couper l'herbe sous le pied à toute surenchère politique, certains banquiers avaient, toutefois, imaginé de s'engager officiellement à cesser toute activité de marchés pour compte propre. L'idée n'a pas prospéré. Au lieu de Volcker, ce sera peut-être Vickers.

Document 9 : La Croix, « Les tours et les tentes », 13 janvier 2012.

Qui se souvient encore de cette dépêche aussi glaciale que le drame qu'elle relate ? Paris, 2 novembre 2011 : un bébé, dont les parents sont sans abri, est mort cette nuit après être né dans une tente. Près de cinquante ans après l'appel de l'abbé Pierre, lançant son célèbre « Au secours » à la suite de la mort d'un enfant lors de l'hiver 1954. Une mort qui déjà apparaissait scandaleuse, bien qu'intervenant dans une France et une Europe se relevant tout juste de la guerre. Alors que dire de cette mort-là, au coeur de l'abondance ? Que dire de ce symbole de la misère des temps modernes qu'est la tente du sans-abri au coeur de la ville ? Au coeur de la ville et désormais au pied des tours qui symbolisent l'arrogance du monde de la richesse. Des tentes à Wall Street ; des tentes au pied des tours de la Défense, le Wall Street français. Signe terrible de cette autodestruction intérieure dans laquelle le monde occidental s'est engagé.

Quelle civilisation au fait ? Ah oui, on l'appelle « l'Occident chrétien » Et quel fut son événement fondateur ? Tiens, la naissance de son Dieu dans une grotte servant d'étable Une tente de l'époque donc ! Serait-ce qu'il y a plus de promesse à attendre de la tente que de la tour ? N'est-ce pas ce message que nous envoient les deux autres racines de cette même civilisation ? Celle du choix entre le veau d'or et la terre promise, selon les prophètes juifs de l'Ancien Testament. Celle d'Athènes confrontée déjà, selon Aristote, au risque que faisait peser sur la jeune démocratie grecque l'économie spéculative de l'époque, qu'il appelait la chrématistique.

Car cet enchaînement mortifère n'est pas fatal. Derrière la face sombre de la mondialisation qui s'identifie à une globalisation financière entrée en crise sous le poids de sa propre démesure, il existe une autre approche de la mondialité, centrée sur la conscience de cette communauté de destin qui lie l'humanité pour le pire mais aussi pour le meilleur. Nous avons commencé de vivre la fin d'un monde et nous risquons d'être saisis par une nouvelle peur de fin des temps. Pourtant, la fin de ce monde non seulement n'est pas la fin du monde, mais elle est peut-être aussi, pour l'humanité, l'occasion d'entrer dans une nouvelle ère de son histoire.

Car cette période de chaos peut être aussi, comme toutes les grandes périodes de bouleversement, l'occasion d'un saut qualitatif dans l'histoire de notre humanisation. Il nous faut être à la fois totalement lucide sur l'ampleur des risques et capable de construire une nouvelle espérance sur la base des forces de renouveau qui ont commencé à émerger au cours de ces dernières décennies. En fait, chaque jour, des signes multiples montrent que des forces de vie, de paix et de démocratie sont également à l'oeuvre, non seulement pour empêcher le pire mais aussi pour promouvoir le meilleur. C'est tout l'enjeu de ce qu'Ivan Illich avait appelé les «sociétés conviviales», des forums sociaux mondiaux, des «sociétés du bien vivre», ou de ce que Jeremy Rifkin nomme dans son dernier livre «l'âge de l'empathie». Car si la famille humaine est confrontée au risque de sa propre destruction, ce n'est pas du fait de menaces extérieures venant de barbares extraterrestres, mais du fait de sa propre barbarie intérieure. L'enjeu du XXIe siècle pourrait bien se jouer sur ce dilemme : convivialité ou barbarie.

ANGLAIS - TOEIC

Durée 2h30 – Coefficient 3

Les candidats peuvent présenter un score TOEIC datant de moins de 2 ans. Sinon, ils participent à l'épreuve organisée le jour des épreuves écrites. Le score obtenu à l'épreuve du TOEIC sera éliminatoire : les candidats qui n'auront pas obtenu un score minimum de 600 au TOEIC (Test Of English for International Communication TM) ne seront pas admissibles.

Le test dure deux heures et se compose de deux cents questions à choix multiples réparties de la façon suivante :

- Compréhension orale : 100 questions (durée : 45 minutes)
- Compréhension écrite : 100 questions (durée : 1 h 15)

Le support du test est constitué d'un fascicule contenant les questions et d'une feuille de réponses avec des cercles à noircir au crayon afin de permettre une correction automatique.

Évaluation de la compréhension orale (Listening)

Quatre sections composent cette partie. Les candidats écoutent la description de chaque image sur support audio (CD). Chaque section n'est lue qu'une seule fois :

1. Première section : une photographie est affichée et quatre légendes sont lues. Il faut trouver celle qui correspond.

2. Deuxième section : cette section comprend une question à laquelle il faut trouver la réponse la plus adéquate parmi les trois solutions proposées.

3. Troisième section : cette section est basée sur un mini dialogue, entre deux personnes, duquel il faudra déduire les réponses parmi les quatre choix. Il y a trois questions différentes.

4. Quatrième section : cette dernière section porte sur un monologue : il faut répondre à plusieurs questions écrites.

Évaluation de la compréhension écrite (Reading)

Cette partie se compose de trois sections :

1. Première section : cette section porte sur des phrases auxquelles il manque un mot ou groupe de mots : il faut choisir le bon complément parmi plusieurs possibilités. La grammaire aussi bien que le vocabulaire sont évalués.

2. Deuxième section : cette section comprend des lettres ou autres textes auxquels manquent plusieurs mots. Il faut les compléter en choisissant à chaque fois parmi 4 propositions.

3. Troisième section : cette dernière section propose des articles d'où il faut tirer des informations pour répondre aux questions posées (entre deux et cinq questions par article).

LANGUE VIVANTE II

ESPAGNOL
ALLEMAND
ITALIEN

Durée 1h00 – Coefficient 1

INSTRUCTIONS

1. Notez sur vos copie et grille de réponses :

a. votre **numéro de candidat** figurant sur votre convocation dans le cadre prévu à cet effet,
b. la session (date du concours)
c. l'intitulé de l'épreuve

2. La présentation, la lisibilité, l'orthographe et la qualité de la rédaction entreront pour une part importante dans l'appréciation des copies.

ESPAGNOL - LV2

1. QCM

Vous devez répondre aux 20 questions de QCM
Vous devez choisir une seule réponse parmi 4 choix possibles et cocher la case correspondante sur la grille de réponses qui vous a été distribuée.
N'oubliez pas d'y reporter votre numéro de candidat.

1) Las películas de ciencia ficción ..... mis preferidas.

A. están
B. sean
C. estabas
D. son

2) El ..... de la tele se ha roto, tenemos que comprar otro.

A. cajón
B. mando
C. manda
D. comandos

3) El médico ..... diagnosticar la dolencia del paciente.

A. supo
B. sabían
C. sabrás
D. sabido

4) Los ..... de artistas ven muy poco a sus padres.

A. hijo
B. higos
C. hijos
D. higo

5) Espero que alguien ..... a los estudiantes de que el examen se ha retrasado.

A. informar
B. informe
C. informaran
D. informes

6) Si ..... lo bien que se come en ese restaurante, no dudarías en acompañarnos a cenar.

A. sabía
B. sabe
C. supieras
D. sabías

7) Estaremos de vacaciones .....

A. 13 de abril.
B. el 13 de abril.
C. 13 abril.
D. el 13 abril.

8) Son ..... vacaciones que ha pasado en toda su vida.

A. las peores
B. los menos buenos
C. los peores
D. el peor

9) Actualmente hay ..... gente separada ..... en la época de nuestros abuelos.

A. más / come
B. tanto / como
C. tanto / que
D. más / que

10) Ese cantante siempre lleva ..... de sol negras.

A. gafa
B. gafes
C. gafas
D. gafe

1. QCM (suite)

11) Ese postre no ..... bueno para los diabéticos porque es muy azucarado.

A. está
B. es
C. fui
D. estuve

12) ..... arreglar la situación antes de que empeore más.

A. Hay que
B. Es necesario que
C. Es precisa
D. Tenemos

13) No es lógico que la gente ..... tan rápido, por eso hay tantos radares.

A. conduce
B. condujo
C. conducido
D. conduzca

14) Alberto, ¡..... lo que te digo!, de lo contrario no podrás salir con tus amigos.

A. haga
B. hagan
C. hace
D. haz

15) Se dio cuenta ..... de su casa que se había olvidado de apagar las luces.

A. al salir
B. en saliendo
C. cuando sale
D. salido

16) Mi ..... es el ..... de mi cuñada.

A. cuñado / yerno
B. tío / sobrino
C. padre / tío
D. hermano / marido

17) El ..... para la carne está encima de la mesa de la cocina.

A. cuchillo
B. cuchara
C. cuchilla
D. cucharón

18) Me dijo que ..... la buena noticia en la radio.

A. había ya escuchado
B. ya había escuchado
C. ya habían escuchados
D. habían ya escuchado

19) Están ..... muchas viviendas equipadas de energía solar.

A. construyendo
B. construido
C. construía
D. construye

20) Por favor, rellene este formulario y ..... a la secretaria.

A. entréguelos
B. entrégueselos
C. entrégueselo
D. entréguesela

---

2. ESSAI (environ 150 mots)

CHOISIR <u>L'UN</u> DES DEUX SUJETS SUIVANTS ET LE DEVELOPPER EN ESPAGNOL :

1. Los productos biológicos: una preocupación de salud o una apuesta económica.
2. Ventajas e inconvenientes del trabajo en equipo.

QCM ESPAGNOL – CORRECTION

Question	Réponse
1	D
2	B
3	A
4	C
5	B
6	C
7	B
8	A
9	D
10	C
11	B
12	A
13	D
14	D
15	A
16	D
17	A
18	B
19	A
20	C

ALLEMAND - LV2

1. QCM

Vous devez répondre aux 20 questions de QCM
Vous devez choisir une seule réponse parmi 4 choix possibles et cocher la case correspondante sur la grille de réponses qui vous a été distribuée.
N'oubliez pas d'y reporter votre numéro de candidat.

1) Hast du dein Buch dabei? – Nein, ich habe ……. dabei.

A. nicht es
B. es nicht
C. kein
D. es kein

2) Kommt ihr mit in die Kantine? – Das kommt ……., ob wir genug Zeit haben.

A. davon ab
B. daran ab
C. darüber an
D. darauf an

3) Die Preise sind …… 5 % gestiegen.

A. auf
B. um
C. zu
D. an

4) Wir ……. letztes Wochenende in die Schweiz ……..

A. haben …… gefahren
B. sind …… gewesen
C. haben ……. gewesen
D. sind …….. gefahren

5) Wo lebt Paul jetzt? Ich habe …… lange nicht mehr gesehen.

A. er
B. ihm
C. ihn
D. ihr

6) Leider hat die Firma wegen finanzieller Probleme fünf Mitarbeiter …….. .

A. gelassen
B. verlassen
C. entlassen
D. zugelassen

7) Wir nehmen das Hotel, …….. es ziemlich teuer ist.

A. wegen
B. deshalb
C. obwohl
D. dass

8) Wie heißen deine …….. Freunde?

A. deutschen
B. deutsche
C. deutscher
D. deutsches

9) Was machen wir, ……. es morgen regnet?

A. wenn
B. was
C. wann
D. ob

10) Er kam zu spät, weil er den Bus …… hatte.

A. gepasst
B. verpasst
C. verbracht
D. gefehlt

1. QCM (suite)

11) …… legen Sie Wert beim Kauf eines neuen Autos?

A. Worauf
B. Womit
C. Woran
D. Worüber

12) Wenn Sie mich gefragt …….. , …….. das nicht passiert.

A. würden ..... war
B. wären ..... wäre
C. hätten ..... wäre
D. hatten ..... war

13) Gestern war ich ……. Arzt.

A. beim
B. im
C. zum
D. am

14) Bevor…….. , hören Sie bitte genau zu.

A. Sie antworten
B. zu antworten
C. antworten Sie
D. zu antworten Sie

15) Die Kundin, von ..... Sie einen Anruf erwarteten, hat Ihnen eine Nachricht hinterlassen.

A. die
B. dem
C. den
D. der

16) Wann …….. die Maschinen verkauft ……?

A. ist ……geworden
B. ist …….. worden
C. sind ……. geworden
D. sind …….. worden

17) Ist dieses Gebäude …… der Fernsehturm?

A. so hoch als
B. als hoch
C. so hoch wie
D. wie hoch

18) WG bedeutet: Wohn-……..

A. gemeinschaft
B. gemeinde
C. gesellschaft
D. gemeinsam

19) Darf ich eine Pause machen? - Von ……., ich habe nicht dagegen.

A. mich aus
B. mir aus
C. meiner
D. mein aus

20) …….. bist du heute Vormittag begegnet?

A. Wer
B. Wen
C. Wem
D. Wessen

---

2. ESSAI (environ 150 mots)

CHOISIR L'UN DES DEUX SUJETS SUIVANTS ET LE DEVELOPPER EN ALLEMAND :

1. Bio-Produkte : besser für die Gesundheit oder nur Marketinginstrument ?

2. Vor- und Nachteile von Teamarbeit

QCM ALLEMAND – CORRECTION

Question	Réponse
1	B
2	D
3	B
4	D
5	C
6	C
7	C
8	A
9	A
10	B
11	A
12	C
13	A
14	A
15	D
16	D
17	C
18	A
19	B
20	C

ITALIEN - LV2

1. QCM

Vous devez répondre aux 20 questions de QCM
Vous devez choisir une seule réponse parmi 4 choix possibles et cocher la case correspondante sur la grille de réponses qui vous a été distribuée.
N'oubliez pas d'y reporter votre numéro de candidat.

1. Roberto Benigni è ..... attore comico italiano e anche ..... regista.

A. un' - un
B. uno – un
C. uno – uno
D. un - un

2) ..... calcio è ..... sport preferito ..... Italiani.

A. Il – lo - dagli
B. il – lo - dai
C. Lo – il - per
D. Il – il - agli

1. Il treno è arrivato a destinazione dieci minuti ..... .

A. tra
B. fra
C. fa
D. da

4) Il direttore è ..... insoddisfatto dei risultati ottenuti.

A. tre
B. assai
C. forte
D. molta

5) Siamo tornati a Roma ..... il Colosseo.

A. a rivedere
B. nel rivedere
C. da rivedere
D. rivedere

6) Che cosa ..... ? Non capisco. C'è troppo rumore.

A. sta per dire
B. sta dicando
C. sta dicente
D. sta dicendo

7) Se vuole, posso portare ..... valige in camera.

A.le Vostre
B. le Sue
C. Sue
D. Vostre

8) Quando si è nervos..... , è difficile dormire.

A. o
B. a
C. i
D. e

9) Non ho niente ..... mangiare in frigorifero. Devo andare subito a fare la spesa.

A. da
B. di
C. a
D. per

10) ..... studenti prima ..... esami si dice "In bocca al lupo!".

A. Ai - dei
B. Agli - degli
C. Agli - dei
D. Ai - degli

1. QCM (suite)

11) Scusi signora, ... dispiace se fumo?

A. La
B. Gli
C. Le
D. Vi

12) Giorgio mi ha chiesto dei soldi e io ..... ho prestat..... .

A. glielo - i
B. glieli - o
C. gliele - o
D. glieli - i

13) "Non mi piace più il mio lavoro". "Io al posto tuo, ... il curriculum ad altre aziende".

A. mandarei
B. manderei
C. mandrei
D. manderò

14) Parigi è ..... città ..... visitata ..... Francia.

A. la – più - della
B. la – la più - della
C. Ø – la più - di
D. Ø – la più - della

15) Come si chiama la ragazza ..... parlavi prima?

A. con la cui
B. con quale
C. con chi
D. con cui

16) "Sono ingrassata". " ..... a fare un po' di sport!".

A. Cominchi
B. Cominciate
C. Comincia
D. Comincino

17) "Che ne pensi del film?" "Credo che ..... il film più bello che ..... .

A. sia – abbia mai visto
B. è – ho mai visto
C. fosse – ho mai visto
D. sia – avessi mai visto

18) Magari ..... fare un mese di ferie!

A. potevo
B. potessi
C. potrei
D. posso

19) Se ..... la sciarpa ieri, ora non ..... questo tremendo raffreddore.

A. mettessi - avresti
B. avessi messo – avresti avuto
C. avessi messo - avresti
D. mettevi - avevi

20) Molti dicono che il caffè ..... preso senza zucchero, per apprezzarne il vero aroma.

A. è
B. deve
C. occorre
D. Va

---

2. ESSAI (environ 150 mots)

CHOISIR <u>L'UN</u> DES DEUX SUJETS SUIVANTS ET LE DEVELOPPER EN ITALIEN :

1. I prodotti biologici: un'alternativa benefica per la salute o un'ulteriore trovata commerciale?

2. Lavorare in gruppo: quali sono i vantaggi e gli svantaggi?

QCM ITALIEN – CORRECTION

Question	Réponse
1	D
2	A
3	C
4	B
5	A
6	D
7	B
8	C
9	A
10	B
11	C
12	D
13	B
14	A
15	D
16	C
17	A
18	B
19	C
20	D

CONTACT

Novancia Business School
Service Admissions et Concours
3 rue Armand Moisant
CS 81560
75731 PARIS CEDEX 15

Téléphone : 01.55.65.56.46 / 01.55.65.56.54
Télécopie : 01 55 65 58 09
Mail : concours@novancia.fr

www.novancia.fr